

ITÉ  
politiques de son  
JAURÉS,  
BREUILH, LAFARGUE,  
BAT ;  
coopératives.  
ur être renseigné sur  
liste.  
times.  
par an.  
ois : 5 fr. 25.  
: 1 fr. 75.

SOCIALISTE  
Paris (3<sup>e</sup>)  
utes les autres  
rie appartenant  
fices à la propa-  
e s'y fournir.  
arus : Volumes,  
mlines, etc., etc.  
ogue.

4  
51097

51097

LIGUE DE LA RÉPUBLIQUE  
38, boulevard de Strasbourg, 38

# Le Bloc National contre la Nation

## La Politique économique et financière du Bloc National

par MM.

**Édouard HERRIOT**  
Député, Maire de Lyon, ancien Ministre

et

**Gaston JÉZE**  
Professeur à la Faculté de Droit de Paris

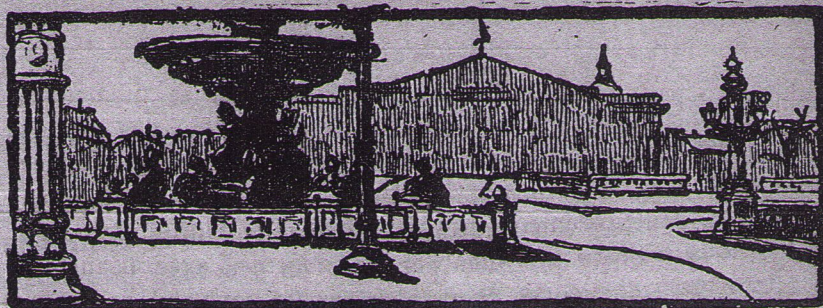


*Discours prononcés au meeting tenu par la Ligue  
le 26 janvier 1922*

ÉDITION DE LA  
GRANDE REVUE

ÉDITION DE LA  
LIGUE DE LA RÉPUBLIQUE





## Les Méthodes Républicaines <sup>(1)</sup>

MESDAMES, MESSIEURS,

C'est aujourd'hui le premier meeting à Paris de la *Ligue de la République*. Déjà un certain nombre de nos amis ont porté la parole dans les départements et ont prononcé des discours retentissants : vous les avez lus dans les journaux.

Pourquoi s'est-il formé une Ligue de la République ? Quel est son objet ? Quels sont ses adhérents ? Qu'est-ce qu'ils se proposent de faire ? Est-ce une ligue d'ambitieux ? Est-ce une ligue de politiciens cherchant des places ? Il suffit de regarder ceux qui sont sur cette tribune pour constater qu'il n'en est rien. Prenez la liste de nos adhérents et vous verrez en foule des hommes de science, des Membres de l'Institut, des Professeurs d'Université, des hommes arrivés, par conséquent, au sommet de la carrière, qui n'ont rien à attendre et qui travaillent uniquement pour le bien public. C'est, en effet, une Ligue de salut public et de bien public. Pourquoi avons-nous fondé cette Ligue ? C'est parce que l'heure est grave, parce que la situation est difficile, parce que nous sentons les libertés publiques menacées. Lorsque les libertés publiques sont menacées, tous ceux qui ont au cœur l'amour de la cité se lèvent en masse pour défendre la liberté. Il faut qu'on sache qu'il y a un parti de la résistance et... de l'attaque.

Quel est notre programme ? C'est un programme d'action démocratique ; c'est aussi un programme d'études scientifiques des questions sociales, des questions économiques et des questions financières.

Nous n'avons pas l'intention de résoudre les problèmes sans les avoir étudiés. Nous avons le goût et aussi l'habitude des

(1) Ce discours et le suivant ont été prononcés au premier meeting parisien de la *Ligue de la République*.



méthodes scientifiques. Or, il nous paraît qu'en ce moment-ci on n'applique pas assez ces méthodes à la solution des grands problèmes qui se posent à l'humanité, à la France. C'est pour ce motif, principalement, qu'a été fondée la Ligue de la République.

Nous n'allons pas vous présenter un très long programme de réformes, une sorte de calendrier de réformes avec beaucoup d'affirmations tranchantes. N'attendez pas de nous des programmes complets sur toutes les difficultés présentes et futures. Nous vous indiquerons nos tendances, la façon dont nous nous proposons d'étudier les problèmes avant de les résoudre. Nous espérons avoir votre appui.

La question, la très grosse question qui nous occupe en ce moment, celle que nous allons étudier, c'est la question financière. Elle est particulièrement grave.

Je veux vous indiquer, en quelques mots, un des problèmes les plus angoissants de l'heure actuelle : la question de la Dette. Je ne vous assommerai pas de chiffres. Je tiens simplement à vous dire que la Dette Publique va grandissant, que les arrérages sont tellement considérables qu'ils absorbent déjà plus de la moitié des recettes du pays, beaucoup plus que la moitié des recettes et que cette situation ne va pas en s'atténuant, mais en s'aggravant. Comment faire face à cette charge ? Ce n'est pas un problème financier seulement, c'est aussi un problème politique et social. Pour payer tous les ans 13, 14, 15 milliards, rien que pour les intérêts de la Dette, sans un sou pour l'amortissement, il faut obtenir de l'argent par des impôts. Il se trouve donc qu'il y a une classe sociale qui reçoit ces 14, 15 milliards pour lesquels elle ne paye pas l'impôt comme les autres contribuables ; et ces milliards vont être prélevés sur les impôts payés par l'ensemble des contribuables, y compris ceux qui n'ont pas un seul titre d'emprunt. Il y a là un problème extrêmement angoissant, gros de menaces pour l'avenir, pour la Paix sociale : je le livre à vos méditations.

Ce qui nous frappe dans les méthodes actuelles de nos gouvernants, ou plutôt dans l'empirisme actuel, c'est l'absence de sincérité, le désir de tromper, de cacher la vérité au Pays. Pourtant, nous passons pour être une Démocratie, un Peuple libre. A des hommes libres on doit la vérité. Est-ce la vérité que nous avons ? Je vais vous montrer, par quelques exemples, la façon dont on en use avec nous. J'en prends deux seulement. Ils sont de nature à faire impression sur vos esprits.



Voici le premier : au commencement de l'année dernière, on s'est aperçu que, pour l'exercice 1920, on avait dépassé les crédits dans des proportions formidables. Ce n'est pas par millions, par dizaines, par centaines de millions qu'on a dépassé les crédits. C'est par milliards. Le chiffre actuel est 4.800.000.000. C'est là une constatation extrêmement grave, tellement grave que certains hommes d'Etat, qui ne sont pas des révolutionnaires, mais des hommes d'Etat qui ont simplement le sentiment de leur devoir envers le pays, ont refusé de s'associer à l'amnistie de ces irrégularités. J'ai le plaisir de féliciter M. Herriot qui a refusé absolument de voter pareille absolution. (*Applaudissements*). Messieurs, c'est chose grave quand un homme de la valeur, de la pondération de M. Herriot prend cette grave responsabilité de dire au Gouvernement : « Non je ne voterai pas les crédits que vous demandez. Je ne veux point m'associer à pareille irrégularité ».

Qu'a-t-on fait pour mettre fin à ces irrégularités ? On a, dans la loi du 30 avril 1921, multiplié les menaces contre les ministres qui commettront des irrégularités, contre les administrateurs. Et il est véritablement impressionnant, pour quelqu'un qui n'a pas l'habitude de lire les textes de loi, que de voir menacé de responsabilité personnelle le ministre ordonnateur, le ministre des finances qui aura laissé faire. Il y a encore une interdiction au contrôleur des dépenses engagées de signer les pièces nécessaires à l'engagement de la dépense et au paiement. Nous voyons enfin l'ordre formel adressé aux comptables de ne pas déboursier les deniers publics pour payer pareilles dépenses. Eh bien, au moment précis où, le 30 avril 1921, on inscrivait ces textes, après une discussion ardente, après des promesses solennelles des ministres, qu'a-t-on vu ? Le ministre des Affaires étrangères a créé l'ambassade du Vatican, sans crédit. Par conséquent, il y a eu un ambassadeur payé, tout un personnel, tout un matériel payé. Je demande ce qu'a fait le ministre des Finances, ce qu'a fait le contrôleur des dépenses engagées, le comptable ? Qu'est-ce que toute cette comédie, d'inscrire dans des textes de loi des menaces, des interdictions quand, au moment même où on les inscrit, on laisse faire ? Tout ceci n'est que chiffons de papier, que papier sali. (*Applaudissements*).

Voici le deuxième exemple : pour la première fois depuis bien longtemps, à la fin de l'année dernière ou plutôt le premier jour de cette année, on a voté le budget en temps utile, c'est-à-dire avant la fin de l'année financière. Vous avez lu dans tous les



journaux combien on se félicite d'un pareil événement : depuis 1909 on n'avait rien vu de pareil ! Et c'est la Chambre actuelle, le Bloc National, qui avait réalisé cette merveille que l'on présentait à la France étonnée. On avait enfin rétabli l'ordre dans les finances ! On criait au miracle — dans ce milieu là, on croit beaucoup aux miracles. — On était tout près de chanter des *Te Deum*. Mais quand on passa au Sénat, ce fut un autre cantique ! Là aussi, il s'est trouvé des hommes — et c'est la première fois, je crois, que cela se produit dans l'Histoire du Sénat — qui ont refusé de s'associer au vote du budget parce que c'était une comédie. Ce n'était pas un budget bouclé, c'était un budget bâclé. Ce furent des protestations sans fin ; voilà ce qui constitue la discussion du budget de 1922 au Sénat.

J'affirme, et je pourrais multiplier les exemples, qu'on ne dit pas la vérité au pays. Or, sans la vérité nous ne pouvons pas sortir de la situation difficile dans laquelle nous nous trouvons aujourd'hui.

Mesdames, Messieurs, la question n'est pas seulement une question d'ordre, une question de méthode de travail. Il y a une autre question, c'est la question de justice. Tous les problèmes financiers se ramènent à un seul et unique problème. Sous leur diversité apparente, c'est toujours la même chose. Des dépenses ont été faites, des charges assumées. Comment fera-t-on la répartition des charges entre les individus ? La Démocratie veut que la répartition, pour être équitable, soit faite d'après la capacité de payer des individus. (*Applaudissements*). Eh bien, est-ce que le régime fiscal actuel, est-ce que le régime d'impôts écrasants qui ont été jetés sur le peuple en 1920 correspond à cet idéal de justice démocratique qui est le nôtre ? Ici je réponds : « Non ». De tous les côtés on répond non, il y a injustice. La justice, en matière fiscale, en quoi cela consiste-t-il ? C'est de demander à chacun de payer, non pas d'après ce qu'il dépense, mais d'après ses revenus. Par conséquent, l'impôt sur le revenu, pour nous, c'est l'impôt le plus juste, le plus équitable. Et il doit être le plus productif. (*Applaudissements*). Nous assistons, à l'heure présente, timidement encore, — mais laissons les jours s'écouler et nous verrons se dresser bien des têtes, — nous assistons à un mouvement offensif contre l'impôt sur le revenu, pour le retour et la résurrection des quatre vieilles. Elles étaient si vieilles qu'elles étaient mortes ; elles sont mortes parce qu'elles ne pouvaient plus vivre. Elles sont mortes, non pas parce qu'on



les a tuées, mais parce qu'elles ne pouvaient plus subsister dans une démocratie. Pour elles l'air était vicié, irrespirable. La démocratie, c'est la justice. Or, c'était l'organisation de l'injustice. Elles ne pouvaient plus vivre. Et l'on parle de les ressusciter !

Qu'est-ce que nous voyons encore ? On préconise un développement de l'impôt sur le chiffre d'affaires, cet impôt qui aboutit à frapper les individus, d'après leurs dépenses, d'après leurs charges de famille ! Ici nous avons le concours de beaucoup de commerçants, d'industriels, qui ne sont point de nos amis politiques, mais qui comprennent, eux, que cela gêne leurs affaires, que cet impôt est l'une des causes du marasme économique. Voilà pourquoi ils n'en veulent pas. Nous avons là un appui inattendu, mais très précieux. Nous aussi, nous sommes très sensibles aux arguments économiques, mais nous voulons de plus la justice dans l'impôt.

Voilà bien des questions. Il y en a beaucoup d'autres qui se posent. Je n'ai pas l'intention ici, dans cette réunion publique, de les passer en revue. Ce que je voulais vous montrer, c'est l'esprit dans lequel la Ligue de la République travaille et vous invite à collaborer avec elle. Nous voulons que l'on abandonne le système D, qui a été néfaste à l'administration de ce pays. Nous voulons qu'il ne soit plus aux mains de ce que nous appelons les empiriques, aux mains d'hommes d'affaires, qui se flattent de tout savoir sans jamais avoir rien étudié, mais qui, en réalité, font de la politique pour continuer à faire des affaires (*Applaudissements*).

Nous ne voulons plus de politiciens qui deviennent banquiers. Ce que nous voulons, ce sont des méthodes d'ordre, maniées par des hommes aux mains propres. Ici nous exigeons des hommes aux mains propres. Dans cette tâche, je suis persuadé que vous nous prêterez tous votre concours.

Les orateurs qui vont prendre la parole vous montreront que le problème financier de l'heure actuelle est dominé essentiellement par la question de politique étrangère. Il ne peut pas y avoir, il ne peut absolument pas y avoir de finances sérieuses, solides, si nous n'avons pas la Paix, la Paix véritable, la Paix avant tout ! ! ! Je dis la Paix véritable, la Paix avec tous les peuples (*Applaudissements*).

Nous ne sommes pas ici pour déguiser notre pensée. Nous n'avons point d'ambition personnelle, nous voulons simplement le bien du pays, et disons-le, le bien de l'Humanité. Nous ne som-

!!!  
Hermès  
Mithras  
notique



mes pas des nationalistes, des super-nationalistes, des super-patriotes. Nous sommes des patriotes, qui n'oublient pas qu'ils ont aussi des devoirs envers l'Humanité. Ce serait méconnaître complètement la tradition historique française que de vouloir renfermer nos ambitions dans les limites de notre petite Patrie. Notre avenir est beaucoup plus haut. Nous voulons la réconciliation des peuples, parce qu'elle est conforme à l'idéal démocratique et puis parce que cette réconciliation est aussi notre intérêt immédiat, matériel. Nous ne sortirons de la situation difficile dans laquelle nous nous trouvons que si nous avons la réconciliation des peuples, la Paix. (Applaudissements).

Whopite!  
Wrot!!

Nous n'oublions aucune de nos revendications. Nous ne pouvons pas oublier ce qui s'est passé. Mais on ne vit pas seulement de sentiment, il faut avoir le sens des réalités. La Ligue de la République, au premier plan de ses préoccupations, a le sentiment des réalités en même temps que l'idéalisme démocratique. Elle croit qu'il n'y a pas d'opposition entre ces deux termes, qu'il y a, au contraire, possibilité de les combiner. Ce sera l'honneur de nos amis politiques qui sont à notre tête d'y réussir et de faire triompher notre idéal dans le Parlement (Applaudissements).

Je me résume : Ce que nous exigeons, c'est la vérité, la franchise, c'est l'ordre, c'est la méthode scientifique appliquée par des hommes honnêtes, c'est la Paix, c'est le respect des sentiments, des principes démocratiques. Nous nous opposons à l'abandon des conquêtes démocratiques. Il ne faut pas que l'on cède à des sociétés privées, qui travaillent dans leur intérêt personnel, ces grands monopoles qui sont justement les instruments de la civilisation, du progrès et de la prospérité économique. Aujourd'hui, on commence à jeter bas les masques ; les menaces ne sont plus déguisées ; nous lutterons pour que l'administration des P. T. T. ne passe pas aux mains de Compagnies privées, (applaudissements), pour que l'administration des Chemins de fer de l'Etat ne soit pas rétrocédée à une Compagnie. Opposons-nous à l'exploitation du public. Ce qu'il nous faut, c'est l'exploitation pour le public.

!!!  
stipide  
Pense  
dome  
l'Etat  
est à  
l'adm

J'ai terminé. Vous avez hâte, j'en suis sûr, d'entendre la parole éloquente de nos amis, M. Painlevé et M. Herriot. C'est à eux que je donne la parole. (Applaudissements).

GASTON JÈZE,

Professeur à la Faculté de Droit de Paris.

et le service des  
P.T.T. exploités

par l'Etat ; vous n'en  
rien des nouvelles, à l'heure de quarante ans